

# Crise des migrants à Calais

## **Déclaration de Thierry Kuhn, président d'Emmaüs France,** sur les raisons qui motivent Emmaüs à rompre tout dialogue avec le gouvernement

Réunion place Beauvau entre Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur  
et les représentants des associations humanitaires

**« Une loi avant toutes les lois,  
nous criait l'Abbé Pierre,  
pour venir en aide à un humain  
sans toit, sans soin, sans pain :  
bravons toutes les lois »**

Révolté par l'inertie malsaine du gouvernement et par l'incapacité de son ministre de l'intérieur à apporter enfin des réponses adaptées à l'ampleur de la catastrophe humaine à Calais, j'ai décidé, à l'issue de la réunion présidée par Bernard Cazeneuve de rompre tout dialogue avec le Gouvernement, au nom de l'ensemble du mouvement Emmaüs.

Sciemment, délibérément, par aveuglement ou perfidie, le gouvernement se refuse à prendre des décisions qui seules seront de nature à apporter dignité et respect des droits fondamentaux aux 3 000 personnes actuellement bloquées à Calais dans des conditions insupportables et honteuses pour notre République.

Les acteurs du mouvement Emmaüs, en particulier les communautés du Nord-Pas-de-Calais sont tous les jours aux côtés des migrants pour leur apporter aide et soutien. Dans le même temps, avec nos partenaires associatifs, nous n'avons eu de cesse d'alerter et d'interpeller les autorités sur le décalage abyssal entre l'indécence des moyens mis sur la table et ceux qu'appellent la réalité de la situation.

Le plus choquant est d'entendre les représentants du gouvernement se féliciter de la création du centre Jules Ferry quand on sait qu'il n'abrite qu'un nombre infime de femmes et d'enfants, laissant des milliers de personnes dormir dehors, sauvagement « encampés ».

Une catastrophe à grande échelle s'annonce à Calais dans les jours qui viennent à l'approche de l'hiver.

**Notre priorité reste le combat politique pour l'ouverture des frontières avec l'Angleterre et la renégociation des accords du Touquet.** Nous condamnons la position, encore fermement exprimée par le Ministre lors de cette réunion, qui persiste à écarter cette solution sous couvert de la théorie infondée de l'appel d'air.

**Nous déplorons qu'un accueil digne - qui apporte au minimum toit, vivre, soins et accompagnement social - se négocie petitement, avec « des bouts de chandelle ».**

Nous refuserons toujours de « trier » parmi ceux qui souffrent, périssent et meurent de faim.

Emmaüs entre définitivement en guerre contre cette politique punitive, criminelle et destructrice.

Nous ne voulons pas servir d'alibi à une catastrophe cyniquement organisée au plus au sommet de l'Etat et dénonçons une tentative d'instrumentalisation des associations.

La montée des extrêmes dans notre pays impose plus que jamais du courage politique pour gagner le combat des valeurs.

Le mouvement entre en résistance active. Le gouvernement devra assumer seul les conséquences humaines de sa politique irresponsable.

### **Contacts presse Emmaüs France:**

Anne Dorsemaine / 06 01 07 33 37 / 01 41 58 25 30 / [adorsemaine@emmaus-france.org](mailto:adorsemaine@emmaus-france.org)

Corinne Licoppe / 01 41 58 25 33 / [clicoppe@emmaus-france.org](mailto:clicoppe@emmaus-france.org)

[www.emmaus-france.org](http://www.emmaus-france.org) - [contact@emmaus-france.org](mailto:contact@emmaus-france.org)



[@emmaus\\_france](https://twitter.com/emmaus_france)



[www.facebook.com/emmausfrance](https://www.facebook.com/emmausfrance)